



Déclaration capa avancement PEPS Vendredi 13 mars 2020

Nous participons à l'une de nos dernières Commissions Administratives Paritaires. Nous vivons nos dernières CAPA dans une ambiance funèbre quasi surréaliste. Le paritarisme, ce système de gestion des personnels introduit pour la première fois en France par la loi du 19 octobre 1946, permettait à des représentants du personnel, élus démocratiquement, d'être consultés sur la gestion des carrières de leurs pairs. Mais aujourd'hui quel bonheur d'accueillir un nouveau monde baptisé : « l'école de la confiance ». Un monde, où nous sommes appelés à vénérer nos supérieurs avec foi et incrédulité.

Pourtant, il fut un temps qui dura pas moins de 74 années, pendant lequel, nous avons confronté ensemble nos expertises, pesé nos arguments, pour défendre les intérêts collectifs et particuliers des professeurs d'EPS. Un grade à part dans le paysage de l'école publique.

Nous avons contribué à rectifier des situations mal comprises, des calculs incorrects, à apporter des contributions pour l'amélioration de la compréhension de la réalité du travail des professeurs d'EPS sur le terrain.

Mais, les nouvelles orientations dictées par le new management public préfèrent la « culture hors-sol ». Un monde virtuel, un idéal numérique, sans les odeurs du réel. Tout cela pour, dorénavant, ne plus avoir à se justifier de quoi que ce soit.

Ce monde nous, nous l'appelons, le monde du 49.3, un monde qui use de passages en force généralisés par des réformes sur toutes les institutions publiques.

A peine arrivé, voilà que je te gèle le point d'indice. Maintenant, si tu veux une revalorisation, tu seras payé à la tâche (HSA, missions supplémentaires), en soi une revalorisation sous conditions. Plus encore nous devons vivre avec l'anxiété d'une pension de retraite incertaine.

Mais, Ayez confiance nous disent-ils, à genoux soyez face à la finance. Une finance qui ne cesse de jouir de ses dividendes, toujours plus insatiable, toujours plus décomplexée.

Cela ne vous choque-t-il pas ?

Alors qu'en 1996, les 500 familles les plus riches de France possédaient l'équivalent de 6% du PIB, aujourd'hui elles en possèdent plus de 33 %.

Cela ne vous choque-t-il pas ?

La France ne consacre plus que 6,7 % de sa richesse produite pour l'éducation, soit un point de PIB en moins par rapport à 1996 où cette dernière s'élevait à 7,7 % du PIB. Si nous prenions comme référence le budget de l'éducation nationale 1996, le budget de l'éducation serait 30% supérieur soit 23,5 Milliards d'investissements supplémentaires (en référence PIB 2018 = 2353 Mds).

Cela ne vous choque-t-il pas ?

2019 est l'année record pour les actionnaires du CAC 40 qui ont perçu 60,2 Mds de dividendes. L'évasion fiscale en France est estimée entre 80 à 100 Milliards.

Cela ne vous choque-t-il pas ?

Les richesses sont massivement créées, or la lecture de leur répartition nous éclaire sur le choix de société que l'on cherche à nous imposer. Ce sont autant de moyens qui font défaut aux services publics.

Quelle hypocrisie de la part de notre gouvernement, qui nous enfume avec des déclarations hautaines, mensongères, méprisantes, pour nous imposer qu'il faut faire mieux avec moins.

Dans ce contexte exempt de la vertu des biens partagés, les revendications du Snep-Fsu semblent bien dérisoires. En revendiquant depuis toujours une déconnexion entre évaluation et carrière, pour obtenir tout simplement un avancement uniforme pour toutes et tous, au meilleur rythme, ce ne sont que des détails d'ajustement pour notre richesse nationale.

Mais encore :

Alors que, l'avancement différencié laisse la place à l'arbitraire et au favoritisme.

Puisque trois collègues sur dix bénéficieront d'une accélération de carrière d'un an.

Nous vous disons que ces types de considération ne collent pas avec le vivre ensemble au travail, avec le travail en équipe, avec une coopération saine posée sur un pied d'égalité.

De notre point de vue, les inspections n'ont pas d'autres raisons d'être que celle d'être « formatives ». Nous les envisageons régulières, idéalement centrées sur le développement professionnel des enseignants et bien évidemment, comme nous le réclamons avec insistance, déconnectées de l'avancement.